

**Albanie - Communiqué de presse
conjoint de M. Gérard Collomb,
ministre d'État, ministre de
l'intérieur et de M. Ditmir Bushati,
ministre des affaires étrangères
d'Albanie**
(Paris, 20 juillet 2017)

Enjeux de l'immigration irrégulière albanaise en France et coopération bilatérale en matière de sécurité

M. Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'intérieur, s'est entretenu aujourd'hui avec M. Ditmir Bushati, ministre des affaires étrangères d'Albanie, et Mme Rovenà Voda, vice-ministre de l'intérieur d'Albanie, au sujet des enjeux de l'immigration irrégulière albanaise en France et de la coopération bilatérale en matière de sécurité.

Les ministres ont convenu que le nombre de ressortissants albanais en situation irrégulière sur le territoire français, y compris de mineurs isolés, avait connu une hausse importante ces dernières années. Une grande partie des capacités d'hébergement des demandeurs d'asile en France était aujourd'hui occupée par des ressortissants albanais, qui pour la majorité ne sont pas éligibles au statut de réfugié et ne requièrent pas de protection internationale.

Face à cette situation, les représentants du gouvernement albanais ont présenté à M. Gérard Collomb un plan d'action afin de renforcer, aux frontières de l'Albanie, les contrôles des départs vers la France et vers les autres pays de l'UE, et de lutter contre l'émigration de mineurs isolés ainsi que contre la fraude documentaire.

M. Gérard Collomb s'est félicité de l'engagement résolu du Premier ministre d'Albanie, M. Edi Rama, et de son gouvernement, à agir avec détermination pour traiter ces questions en vue d'obtenir des résultats d'ici trois mois.

Le ministre de l'intérieur a proposé de renforcer la coopération entre les services de police français et albanais, notamment en renforçant l'appui à la police aux frontières albanaise.

M. Gérard Collomb et les représentants du gouvernement albanais se sont accordés pour réaliser, d'ici trois mois, à Tirana, une évaluation des actions engagées et de l'efficacité de ces mesures sur le nombre de ressortissants albanais en situation irrégulière en France./.

(Source : site Internet du ministère de l'intérieur)